



Première Organisation Syndicale dans l'Orne

Syndicat National **Force**
Ouvrière

des Finances Publiques

Section de l'Orne

Secrétaire départemental: Olivier GAUDRON

BDV ALENCON 06.46.11.28.93

Secrétaire départemental adjoint : Thierry

DELAUNE TRESORERIE L'AIGLE 02.33.24.33.24

N'oublions jamais de tendre la main à celui qui est à côté de nous

Alençon, le 13 octobre 2014

Déclaration liminaire **F.O.-DGFIP 61**

CTL du 10 Octobre 2014

Monsieur le Président,

Les récentes affaires concernant des membres du gouvernement ne sont pas de nature à favoriser le consentement à l'impôt. Elles placent une nouvelle fois les agents en situation délicate vis-à-vis des usagers. Les efforts continus demandés à des agents en grande souffrance, les rappels permanents aux règles déontologiques sont en discordances avec les comportements répréhensibles de nos élus et contribuent à renforcer le mal-être des agents.

Il est insupportable d'entendre qu'un Secrétaire d'Etat se déclare ouvertement souffrant de « *phobie administrative* ».

Il est insupportable d'apprendre que nos collègues de Questembert et de Morlaix aient subi les incendies de leurs lieux de travail. La gravité de ces attaques dans le Morbihan fait redouter des actes similaires ailleurs, et la menace est désormais ressentie par chacun de nous .

C'est dans ce contexte de rentrée exécrable que la démarche stratégique va se dévoiler dans les directions locales. Qu'en sera-t-il pour l'Orne ? pour les années qui viennent ou les mois, car les décisions peuvent parfois être rapides, inattendues, subites !!!!

Après ECOUCHE , REMALARD , BOCAGE NORD , la Brigade Départementale de vérification de l'ORNE au 1 septembre 2015, qui allez vous supprimer, DOMFRONT, L AIGLE , Le Contentieux , La Formation Professionnelle , Les Ressources Humaines , La Paierie, etc.

Pour FO, ce n'est certainement pas le Projet de Loi de Finances 2015 qui fera évoluer favorablement la situation des personnels, puisqu'il emporte froidement son lot de suppressions d'emplois, de baisses de crédits, de raréfaction des promotions, de gels des traitements...

Les agents des Finances Publiques, agents exemplaires selon tous les discours de leurs ministres successifs, mais dont les missions ne sont pas prioritaires selon le gouvernement, ne seront pas épargnés par les nouvelles orientations politiques visant à réduire la dépense publique, coûte que coûte.

En effet, le Secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification a annoncé le passage en revue des missions du Service Public à compter de septembre 2014. Peut-être souffre-t-il lui aussi de cette fameuse « *phobie administrative* » ?

Il pose en tout cas la question du niveau d'exercice des missions entre État central et État déconcentré, en envisageant des transferts aux collectivités territoriales, à des opérateurs privés, aux associations, voire à des groupes de citoyens !

Face un tel choix de société, le Syndicat **F.O.**-DGFIP condamne d'ores et déjà ces orientations qui démantèlent le service public républicain.

Notre réunion d'aujourd'hui interpelle à plusieurs niveaux.

Les suppressions de sites, plus communément appelés « Adaptation des structures et du réseau DGFIP regroupement de avec ». C'est vrai que vu comme ça. On ne supprime pas, on adapte, on regroupe, brave sémantique, quand tu nous tiens. !!!!

On annonce la suppression de la trésorerie de Rémalard, commune rurale ou l'informatique et internet ne composent pas les mobiliers du chevet de tout un chacun.

On nous informe que la taille actuelle n'est pas viable (qui supprime les emplois, pas les agents, cette structure a vécu très bien pendant des années), que la distance moyenne est de 26 kms, en vélo c'est beaucoup non !, que la dématérialisation résoudra tous les problèmes des collectivités locales, peut être qui sait !, que la fréquentation des trésoreries a fortement baissé du fait des moyens modernes d'accès et de paiement (informatique quand tu nous tiens), vous savez, M le Président les mêmes outils que ceux qui n'existent pas toujours dans les communes rurales.

Pardonnez nous mais elle est loin la place de l'administration au cœur des gens, la proximité, le service rendu, l'écoute, les renseignements, **le service public, ça s'appelle non !**

Les agents de « REMALARD » savaient que leur avenir sur site était fortement compromis mais savent-ils ou ils vont travailler, ce qu'ils vont faire au 1 janvier 2015 ? Vont-ils avoir des priorités pour rejoindre un autre site ? Vont-ils percevoir quelques indemnités ? S'ils habitent déjà sur Mortagne, ce sera gratuit ?

Ce sont toutes ces questions que les agents se posent.

L'annonce de la suppression d'un emploi ou un emploi sur un site pour aller ailleurs, est violent.

Ce que nous écoutons dans les médias il y a quelques années pour certaines catégories de personnel du privé, nous touchent aujourd'hui, nous les privilégiés, les nantis, les petits.

On supprime, car on ne pourra pas faire face, il faut rationaliser, prévoir les immondes coupes sombres dans les effectifs de personnels dans les années voir les mois à venir.

Chacun doit s'adapter mais les programmes proposés ne sont pas identiques à grades différents. Certains sont promus, placés, reconnus, d'autres sont laissés sur la route de la rentabilité, de l'austérité.

Ils s'adapteront, ils feront la route, 26 kms, 10 kms ce n'est rien. Mais ces kilomètres imposés n'ont pas le même impact économique familial selon le niveau de rémunération des agents, leurs situations familiales : enfants en bas age, profession du conjoint, emprunt d'acquisition de l'habitation, du véhicule, etc.

Il est plus facile de supporter le coût de 52 kms par jour, pour aller travailler, avec une paie de cadre supérieur qu'avec celle d'un agent des Finances Publiques.

Ces déplacements nécessitent un véhicule approprié, des frais supplémentaires et chacun sait que les frais professionnels déduits sur la déclaration de revenu, ne couvrent pas tous les frais engendrés par un déplacement professionnel avec son propre véhicule.

Il faut en premier lieu être imposable à l'impôt sur le revenu pour compenser en partie seulement, ces frais engagés, ce qui en raison de la modicité des rémunérations des agents des finances publiques, n'est pas une évidence, loin s'en faut.

Oserons-nous vous rappeler qu'ils n'ont rien demandé, rien voulu et ils subissent sans contrepartie, sans amélioration.

Où est l'amélioration des conditions de travail, la prise en compte de la pénibilité, avec l'ajout des dangers de la route plus évidents avec une petite clio qu'avec un véhicule haut de gamme ou le métro et tramway pour les grandes cités.

L'humain n'a plus sa place dans notre société administrative. Que neni.

Flers, réunification des deux trésoreries de Bocage et de FLERS Messei

Il ne peut être reproché la distance, c'est vrai et même si ce projet ne réunissait pas l'aval des personnels, du moins ceux de FLERS MESSEI, notre organisation peut comprendre cette initiative et ne la condamne pas. Nous attirons simplement votre attention sur les conditions du déroulement de cette fusion et des conséquences pour les personnels. Nous souhaitons une information précise et claire sur les postes et les attributions à l'avenir.

Horaire d'ouverture au public.

Il est un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître, dirait Aznavour, ou la Direction Générale souhaitait un allongement des plages horaires pour satisfaire un maximum d'utilisateurs.

Aujourd'hui, elle accepte le rétrécissement de ces plages d'accueil.

Serait-elle au courant que les conditions d'exercice de notre métier se dégradent à tel point que nous sollicitons les fermetures des postes au public, pour simplement exercer nos missions.

N'avons-nous pas lu dans les différents rapports sur l'adaptation des structures et du réseau de la DGFIP que la fréquentation des trésoreries a fortement baissé du fait des moyens modernes ! et pourtant les trésoreries demandent des fermetures hebdomadaires supplémentaires. Contradiction quand tu nous tiens

Devrons nous comprendre que la fréquentation n'a pas tant baissé que l'on veut bien nous le dire et qu'un des arguments de la fermeture des postes n'est pas réel.

La modification des plages d'accueil ainsi que les suppressions de trésoreries sont dues exclusivement aux suppressions d'emploi, aux considérations économiques, à la politique d'austérité gouvernementale dont il est vrai, on ne peut vous imputer la responsabilité, monsieur le Président.

Enfin, on nous annonce ici et là des suppressions de service entier, brutales, sans ménagement, sans aucune considération, aucune protection administrative, puisque sans aucune garantie légale en cas de suppressions de postes hormis ces 3 ans sur site et ensuite !!!!

Il a fallu une intervention de notre syndicat national au groupe de travail sur les mutations du 1^{er} octobre pour que l'on daigne enfin réfléchir sur le devenir des agents de toutes structures qui seront supprimés, car la Brigade Départementale de Vérifications de l'ORNE, rayée de la carte au 1^{er} septembre 2015, n'est qu'une goutte d'eau dans le vaste processus de destruction du service Public qui ne met en route, et dont seuls les A+ de France et de Navarre ont eu la primeur de l'information lors de réunions festives..

Nous sommes très inquiets pour le devenir de notre administration depuis de longs mois et nous dénonçons les conséquences néfastes brutales de la démarche stratégique en matière d'emploi

Pour *FO* c'est très clair : *il n'y a pas de République sans Service Public.*



**À LA DGFIP
EXEMPLAIRES,
NON
PRIORITAIRES,
ÇA PEUT
PLUS LE FAIRE !**

LE 4 DÉCEMBRE

FO *la force syndicale* **DGFIP**

**VOTRE VOIX
PEUT TOUT
CHANGER**